

# UN NOUVEAU PLAN D'ACTION POUR L'EMERGENCE DE LA POLITIQUE ET DE L'ECONOMIE RURALE AGRICOLE AU SENEGAL

**Elhadji Baba, MBAYE**

*Université Cheikh Anta Diop de Dakar*

*mbayebaba518@gmail.com*

## Résumé

*La productivité agricole constitue un levier efficace pour accroître l'économie rurale et réduire leur pauvreté. L'efficacité et le succès de l'activité agricole rurale exigent une autre approche sous l'image d'un nouveau plan d'action. Ce plan, complémentaire à celui classique, va, sans relâche, prendre en compte la complexité des activités de subsistance des différentes typologies de ménages ruraux, l'implication et la collaboration prudente du secteur public et privé, et la maîtrise stricte des risques et vulnérabilités. Sans interruption, il promeut également la mise en place des politiques, des institutions et des investissements spécifiquement agricoles et en faveur de l'agriculture avec une approche plurisectorielle aboutissant sur une efficiente politique économique de base.*

**Mots clés :** *pauvreté, ménages, nouveau plan d'action, politique agricole, économie rurale.*

## Abstract

*Agricultural productivity is an effective lever to increase the rural economy and reduce their poverty. The efficiency and success of rural agricultural activity require a different approach under the image of a new action plan. This plan, complementary to the classic one, will relentlessly take into account the complexity of the livelihood activities of the different types of rural households, the involvement and careful collaboration of the public and private sector, and the strict control of risks and vulnerabilities. Without interruption, it also promotes the establishment of policies, institutions and investments specifically agricultural and in favor of agriculture with a multisectoral approach resulting in an efficient basic economic policy.*

**Key Words :** *poverty, households, new action plan, agricultural policy, rural economy.*

## Introduction

Le recul de la pauvreté, la croissance économique et l'amélioration de la productivité du secteur agricole constituent des vecteurs qui entretiennent de fortes relations. La croissance économique, comme nous le savons, est prépondérante pour combattre l'ennemi de la pauvreté. Au cours de ces dernières années, le rythme explosif de la production alimentaire mondiale a résulté une diminution quasiment générale des prix mondiaux et des produits alimentaires, un

ralentissement du taux de sous-alimentation, une croissance des apports caloriques ainsi qu'une forte évolution des rendements de certains investissements phares en agriculture (Bryceson, 2002).

L'agriculture constitue un levier efficace pour répondre à ce besoins (Barrett et Swallow, 2005). Elle peut être vue comme un secteur composé de ménages valorisant des activités de culture, de pastoralisme, de pêche, de culture et d'aquaculture. Il y a également d'autres producteurs et individus valorisant les ressources alimentaires en eau douce ou salée. Ces producteurs élèvent aussi des arbres ou arbustes et récoltent des produits forestiers autres que du bois d'œuvres, et particulièrement des transformateurs, gestionnaires, vulgarisateurs, chercheurs et décideurs publics dont les investissements portent sur les aliments destinés à la consommation humaine ou animale et les fibres, mais aussi sur les corrélations entre ces divers éléments et les ressources naturelles (Dixon, Gullivar et Gibbon 2001). Cette réalité tient aussi en compte des procédés, des institutions et des marchés, en rapport avec le volet agricole. Cette activité peut améliorer leur quotidien en augmentant leurs revenus par le biais de la densité et de la rentabilité des productions (Mahoney, 2004). Cette stabilité des revenus ruraux provoque une croissance de la demande de biens de consommation et de services, avec comme corollaire une stimulation de l'économie rurale et un recul plus visible de la pauvreté (Nkamleu, Gokowski et Kazianger, 2003). Si le secteur de l'agriculture participe à la lutte contre la pauvreté, c'est parce qu'elle amasse la capacité productive des principaux actifs des pauvres, à savoir la terre et le travail. Elle va jusqu'à motiver une baisse et une stabilisation du prix des produits alimentaires, mais aussi une pourvoyeuse de nombreux emplois pour enfin déclencher la croissance de l'économie rurale (OCDE 2005).

L'évolution depuis plusieurs années de ce cercle vertueux ne favorise guère un espoir. Il est clair aujourd'hui que les nouveaux systèmes d'échanges du monde n'accordent aucune chance aux producteurs défavorisés. Les pays en développement s'investissent fortement dans la protection de leurs marchés, et les politiques de restructuration économique récemment engagées peinent pour garantir les résultats positifs escomptés. De surcroît, la marge réservée au secteur privé pour combler le vide laissé par la suppression des aides publiques dans

le secteur agricole n'a pas réussi. C'est pour cela que l'investissement public a connu une régression sans précédente (Song, 1999).

Au même moment, la lutte pour la réduction de la pauvreté s'est accélérée. La pauvreté reste la pertinente cible des actions développées par les gouvernants des différents Etats et les services internationaux par le truchement de nouvelles approches jugées efficaces. Cependant, ces politiques n'ont pas encore suffisamment pris en compte les retombées la croissance économique peut susciter, et mieux encore ni les apports exclusifs de l'agriculture à cette croissance (Mahoney, 2004).

Dans ce nouveau contexte où les politiques agricoles s'inscrivent, il est utile de préciser les orientations d'un nouveau plan d'action qui prenne en compte cette dynamique. Il devra orienter l'investissement dans des activités présentant une meilleure productivité pour ensuite tirer de nouveaux débouchés que fournissent les centres urbains, ainsi que les marchés mondiaux et régionaux. Au même moment à l'augmentation de la productivité, il doit favoriser le développement du secteur agroalimentaire et de l'économie rurale, pour enfin rendre concret les bienfaits de l'agriculture. Il doit par ailleurs développer des stratégies de soutien pour les petits producteurs et les cultivateurs sans terre à diversifier leurs activités extra-agricoles (Spencer, 1994). Il doit enfin penser à la réduction des risques et des vulnérabilités dans lesquels le monde rural s'engouffre. En un mot, il faut donc faire la transition en passant d'un programme d'action sectoriel traditionnel axé sur la production agricole, à un plan d'action englobant plus largement le secteur agricole et ses démembrements subsidiaires comme les activités de subsistances valorisées dans le monde rural.

### **I. Maitriser la complexité et la pluralité des activités de subsistance et leur dynamique**

Pour mettre en place un cadre d'action adéquat, il va falloir avoir une connaissance bien approfondie des stratégies de subsistance des ménages ruraux et développer soigneusement une réflexion afin de protéger et de promouvoir ces stratégies. De ce fait, il est incontournable de prendre en compte les fortes disparités qui lient les nombreuses catégories de ménages ruraux ou mondes ruraux. Si nous nous référons

dans les écrits de (Mahoney, 2004), cinq catégories de ménages peuvent être retenues dans le monde rural :

Niveau 1 : Les ménages et les entreprises agricoles de grande taille ;

Niveau 2 : Les exploitants et les entreprises traditionnels non compétitifs à l'échelle internationale ;

Niveau 3 : Les ménages et les micro-entreprises pratiquant une agriculture de subsistance ;

Niveau 4 : Les ménages et les micro-entreprises sans terre implantés en zone rurale ;

Niveau 5 : Les ménages ruraux vivant dans des conditions de pauvreté chronique, dont beaucoup n'exercent plus aucune activité économique.

Cette classification n'est pas générale et ces différentes catégories se télescopent parfois, elles ne sont pas en revanche exclusives. Cette classification est définie à titre indicatif, et loin comme « une caractérisation définitive et rigoureuse des ménages du monde rural » (Mahoney, 2004 : 9).

Il serait aussi utile de préciser les interdépendances qui existent entre les différentes espaces rurales pour avoir un aperçu assez poussé des défis qui attendent les ruraux pauvres et définir comment les relever. Pour entrer dans les détails, il faut bien maîtriser tous les contours de l'économie rurale locale. Il ne faut pas perdre de vue que les actifs financiers et physiques du ménage, les séries de services indispensables à savoir (l'information, l'infrastructure, la santé, l'éducation, la formation), et l'accès aux marchés du travail et des produits constituent les critères privilégiés pour établir cette typologie (Mahoney, 2004 : 11). Enfin, les réseaux sociaux jouent un rôle prépondérant en permettant aux ménages de contracter des retombées issues de leur engagement via les services ou institutions politiques, sociales et économiques (Nkamleu et *al.*, 2003).

Dans les zones rurales, les activités de subsistance pratiquées sont caractérisées par une complexité et une dense diversité, ainsi qu'une variété assurant la croissance de la culture agricole. Les initiatives de lutte pour la réduction de la pauvreté ne doivent pas être orientées sous l'angle lié aux données sur la contribution de l'agriculture à une croissance pro pauvres, mais les réalités, la dynamique du secteur agricole et du monde rural, ainsi que les effets positifs ou négatifs et les politiques des

différentes institutions sur les ménages ruraux. Pour les autorités concernées, l'attente se repose sur la prise en considération opportune de cette diversité et de cette complexité (Mahoney, 2004).

De plus, la question de la féminisation des activités agricoles est importante à préciser pour que ces politiques soient non seulement efficaces, mais aussi pour que les initiatives afférant à la lutte contre la pauvreté tiennent en compte vigoureusement cette problématique homme et femme dans leur démarche (Song, 1999). Ce sont elles que reposent non seulement la production et la main d'œuvre agricole, ainsi que les systèmes alimentaires, mais elles interviennent en grande partie des activités après récolte selon (ACDI, 2003). Lorsque les femmes restent des chefs de ménage, elles s'appuient fréquemment sur les activités agricoles. Elles sont généralement dans la classe de celles qui n'ont pas de terre ou disposent des parcelles plus petites. D'après les études de la Banque mondiale, les femmes assurent au moins 70 % des travaux agricoles dans les pays africains (communication personnelle de Mark Blackden, Banque mondiale, 23 février 2005). Il est donc crucial que les programmes, budgets et politiques de lutte contre la pauvreté intègrent l'appui et le soutien exclusif des femmes dans leur démarche (Song, 1999).

La classification décrivant les zones rurales constitue un bon point de départ pour décrire le fonctionnement et la dynamique de ces systèmes, et permettre de lutter efficacement contre la pauvreté. En se basant sur une analyse plus exhaustive des moyens de subsistance de la population et de leur rôle dans les économies agricoles et rurales locales, elle ressort clairement que la pauvreté ne garde pas une répartition égale entre les populations rurales. En d'autres termes, elles n'ont pas les mêmes effets sur les différents groupes et que les actions d'un groupe peuvent contribuer à l'amélioration ou à la dégradation des appuis de subsistance des autres (Tacoli, 2004).

Cette appréhension privilégiant le rapport entre les moyens de subsistance en milieu rural et le secteur agricole montre la dépendance accrue de nombreux individus vis-à-vis de sources d'aide extérieures à l'unité de production agricole que gère le ménage, d'activités extérieures au secteur agricole au sens large, ainsi que des marchés urbains (Nkamleu, Gokowski et Kazianger 2003). Dans cette analyse ressort une autre

réalité justifiant que certains ménages ruraux disposent de peu voire d'aucun actifs productifs et souffrent d'une fragilité extrême à toutes sortes de dommages.

## **II. Considérer l'agriculture comme véritable moteur de croissance de l'économie rurale**

L'agriculture demeure l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois dans les pays en voie de développement. En effet, cette activité assure une part importante du revenu national mais aussi des recettes d'exportation. Elle occupe une importante place dans l'économie car il a confirmé son efficacité dans le jeu de la lutte contre la pauvreté. L'essentiel de l'économie rurale continue de reposer sur cette activité ou vit la majorité des pauvres de la planète. L'Afrique subsaharienne reste la contrée la plus impactée et enregistre le taux de pauvreté le plus élevé. Dans cette seule partie de l'Afrique, plus de 314 millions de personnes peinent à survivre avec moins d'un dollar par jour (Rosegrant et *al.*, 2001). A cela, il faut ajouter que la pauvreté reste un phénomène essentiellement rural dans la plupart des régions du monde.

Dans les pays en développement, la part des activités agricoles primaires est estimée en moyenne à quelque 13%, 8% pour l'Amérique latine et les Caraïbes à environ 38% pour l'Afrique du sud, avec une homogénéité très limitée entre les pays des différentes régions (Spencer, 1994). Il faut noter que l'agriculture au sens large, prenant en compte les entreprises agricoles et non agricoles, garde une importante part dans les produits intérieur brut des pays. Par exemple, 30% en Amérique latine. Mais il faut retenir que si les pays se développent, la part de l'agriculture primaire dans le PIB se diminue. Nous pouvons prendre l'exemple de l'Inde qui, en 1970 était à 45% tombe à 27% en 2001(OCDE 2005). Quant à l'Afrique subsaharienne, l'agriculture avoisine le 1% du PIB, emploie 67% de la population active totale et reste la principale source de subsistance des populations défavorisées. Bien que la part du PIB dans l'agriculture régresse dans beaucoup de régions, elle s'accroît dans d'autres pays, soit parce que les secteurs non agricoles se retracent ou soit parce que la valeur ajoutée de l'agriculture augmente (Dixon et *al.*, 2001).

Sur le plan macroéconomique, la croissance de l'agriculture demeure toujours plus favorable aux pauvres que celle des autres secteurs

d'activité. L'expérience montre que dans plusieurs pays d'Asie du sud, la réduction de la pauvreté imputable au développement de l'agriculture a été plus significative que celle obtenue grâce à la croissance du secteur manufacturier (Warr, 2001). Si nous suivons la même logique, on se rend compte que l'incidence positive d'une augmentation d'un point de pourcentage du PIB agricole sur les pauvres est supérieure à celle d'une croissance analogue du secteur manufacturier ou des services (Gallup et *al.*, 1997). Ces corollaires sont souvent d'autant plus sensibles que la répartition des actifs, en particulier la terre, est adéquat (De Janvry et Sadoulet, 1996). Les interactions entre espace rural et espace urbain demeurent aussi cruciales. En Inde, par exemple, l'émergence du monde rural a favorisé le recul de la pauvreté aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, alors que la prolifération urbaine a contribué au recul de la pauvreté (Datt et Ravallion, 1996).

Les données issues de la lutte contre la pauvreté reflètent des variations connectées à celles de la croissance agricole par habitant. De surcroît, la croissance du secteur de l'agriculture particulièrement celle de la productivité sectorielle, influence l'instauration d'une croissance pro-pauvres (Thirtle et *al.*, 2001). Il n'est pas facile de voir des pays où la croissance de l'activité économique n'a pas été assurée ou épaulée par une croissance de l'économie agricole et rurale (Mellor, 2000 ; Pinststrup-Andersen et Pandya-Lorch, 2001).

La croissance de la productivité du secteur agricole contribue sans ambages au recul de la pauvreté. Cette productivité peut intervenir dans différents plans comme le montrent les données suivantes :

- ✓ L'augmentation de 10% du rendement des cultures permet de réduire de 7 à 10 le nombre d'individu vivant l'extrême pauvreté avec moins d'un dollar par jour (Irz et *al.*, 2001) ;
- ✓ L'évolution de 1% du PIB agricole par habitant s'est traduite par un gain de 1,61 % du revenu par tête du cinquième le plus pauvre de la population de 35 pays (Timmer, 1997) ;
- ✓ Le surplus de 1% de la productivité de la main d'œuvre agricole a permis de réduire le nombre d'individus vivant avec moins d'un dollar par jour 0.6 à 1.2 % (Thirtle et *al.*, 2001).

Une récente étude la Banque mondiale confirme les incidences que peut avoir la croissance agricole sur la lutte contre la pauvreté, en tenant compte de ses rapports étroits avec la croissance des secteurs non agricoles. Cette même étude révèle que ce sont les ménages principalement (mais pas exclusivement) employés dans l'agriculture qui ont le plus bénéficié du recul de la pauvreté. Bref, elle conclut que la croissance agricole avait un effet d'autant plus sensible qu'elle était tirée par les cultures les plus pratiquées par les agriculteurs pauvres (Banque mondiale, 2005a).

### **III. Mettre l'accent sur les priorités pour l'instauration d'une croissance pro-pauvres dans le secteur agricole**

Pour que le nouveau plan d'action soit efficace, des actions prioritaires doivent être définies pour corser la définition des projets politiques, le développement institutionnel et les investissements pour les pauvres et par eux :

- ✓ Favoriser la croissance de la productivité sectorielle et faciliter l'accès aux marchés ;
- ✓ Densifier la promotion de la diversification des activités rémunératrices ;
- ✓ Œuvrer pour la réduction des risques et des vulnérabilités.

Depuis quelques temps, on s'est rendu compte que les ruraux ne s'investissent pas sur les activités de spécialisation, telle que la sylviculture ou l'élevage, la pêche, la culture et autres. Par conséquent, ils se limitent à une source de revenu et qu'ils constituent parallèlement un agenda diversifié d'activités et métiers. Cette diversification permet d'échapper aux risques inhérents à une activité soumise aux aléas de la nature (Wood, 2003). Cette pratique de la diversification des métiers exercés par les ménages ruraux et la part de leur revenu provenant des sources extra-agricoles est bien appréciée par les chercheurs (Nkamleu et autres, 2003). Les récentes études faites sur les moyens de subsistance en milieu rural montrent que le nombre de métiers afférant à cette diversification sont généralement associés aux zones urbaines. La synergie entre les entreprises dans le milieu urbain et la croissance du secteur agricole est l'un des pertinents vecteurs du développement économique local et, plus encore, d'une croissance pro-pauvres (Tacoli, 2004). Mais, il existe de



plus en plus une floraison de ces métiers, en particulier ceux développés par des individus résidant dans des zones marginales, se situant dans la zone urbaine. Leur unique ambition est de voir s'améliorer leur condition d'existence par le biais de ces activités qu'ils ne cessent de magnifier. Mais les pouvoirs publics bloquent leurs initiatives en voulant maîtriser les « explosions urbaines » (Timmer, 2005 : 22). Ces autorités découragent souvent la mobilité et les activités informelles alors qu'elles demeurent vitales pour la diversification des moyens de subsistance.

Donc la lutte contre la pauvreté exige un angle d'attaque plus général et qui respecte l'esprit de la diversité des moyens de subsistance, et qui ne se focalise pas trop sur l'augmentation des revenus des unités de production. Cela suppose une fine appréhension des contraintes du marché que les pauvres des zones rurales sont parfois confrontés, et une initiative encourageant une mobilité et le renforcement des interactions entre le monde rural et celui urbain pour motiver l'émergence régional.

#### **IV. Conséquences de ce nouveau plan d'action**

Ce nouveau plan d'action ne peut rester sans conséquences dans l'existence des ruraux qui dépendent étroitement de la pratique agricole. Ces conséquences peuvent être observées à trois niveaux tels que l'action publique, les institutions et les investissements.

##### **➤ Pour l'action publique**

Il n'y a pas de doute que les mutations économiques ralentissent le rythme de l'offre d'emplois directs aux pauvres qui s'adonnent à l'agriculture primaire (Toulmin, 1992). Au même moment, elles maximisent leurs chances dans d'autres secteurs de l'économie, les industries et services non agricoles et agricoles (Song, 1999). L'action publique peut être efficace sur la réduction de la pauvreté dans la mesure où elle répond les besoins des pauvres, et surtout de ceux qui doivent quitter le secteur de la production agricole. De surcroît, les mesures prises par les pouvoirs publics dans le secteur agricole doivent assurer un avenir meilleur aux petits producteurs et aux paysans sans lopin de terre (Warr, 2001). A la différence des pays riches, qui peuvent donner des subventions à leurs petits producteurs, les pays en développement doivent définir des grilles allant dans ce sens. Bref, les politiques

publiques et les investissements doivent impérativement des appuis adaptés au contexte local des petits producteurs.

#### ➤ **Pour les institutions**

Le véritable blocage à la garantie d'une croissance pro-pauvres grâce à l'agriculture est lié à l'échec du lien entre les ménages ruraux pauvres et les institutions privées et publiques de recherche, de financement, de commercialisation et de vulgarisation (Rosegrant et Hazell, 2000). La définition optimale des rôles stricts du secteur privé et du secteur public n'est pas arrangée. Le secteur comble rarement le gap ouvert par la disparition du soutien public à l'agriculture. Il y a d'autres obstacles comme le faible niveau d'instruction des producteurs et ouvriers sans terre, les maigres actifs, et l'absence de formation et de promotion.

Pour surmonter ces obstacles, il est incontournable d'opérer un véritable recentrage des organismes offrant aux ruraux pauvres des services en rapport avec l'agriculture. Il faut sceller des accords institutionnels innovants, notamment des partenariats entre le secteur privé, le secteur public et les organisations de la société civile (Reardon, 1997). Il faut aussi penser à mettre en place des services répondant aux besoins des hommes et femmes pauvres, ainsi que les producteurs. Relevé ce défi de la réforme institutionnelle exige de la part des institutions des engagements forts et de substantielles ressources.

#### ➤ **Pour les investissements**

La « pauvreté écologique » reste le parent pauvre des ménages ruraux pauvres. L'épuisement des ressources naturelles limitent leurs moyens de subsistance (Heltberg, 1998). L'investissement dans le patrimoine naturel semble être la meilleure stratégie pour lutter contre la pauvreté. Le soubassement de ces investissements doit faire bénéficier de ces pauvres les avantages générés par les actifs naturels. Il faut aussi penser à la bonne gestion des ressources naturelles « d'accès libre », que s'adapte l'élite économique au détriment des pauvres. Enfin, la participation des paysans pauvres dans l'élaboration des plans d'investissement permettra de mieux répondre à leurs préoccupations et de contribuer à l'instauration d'une croissance pro-pauvre (Gelb, 2001).

## V. Changement du contexte

Le contexte dans lequel se réfèrent les défenseurs des politiques agricoles a fortement changé au cours de ces dernières années. Alors qu'aujourd'hui les politiques nationales et internationales réfléchissent explicitement sur les questions liées à la réduction de la pauvreté et à l'élimination du soutien public à l'agriculture (Thirtle et *al.*, 2001). Par conséquent, les marchés vont en partie se détériorer sous l'effet des mesures protectionnistes développées par les pays du Nord. De nouvelles menaces comme les crises sanitaires réduisent le poids de la démographie des zones rurales et provoquent sans doute une régression des capacités productives. De surcroît, les tensions et les pressions que subissent l'environnement ne favorisent pas la pérennité du patrimoine naturel dont l'agriculture est connectée (Timmer, 2005).

Dans ce nouveau contexte, il faut tenir en compte les points ci-dessus :

- ✓ Les politiques axées au développement et marginalisant les forces du marché alimentées par les institutions financières internationales dont les pays défavorisés dépendent ne sont pas probantes en agriculture. Par conséquent, elles exigent aux gouvernants des pays concernés à apporter un soutien aux producteurs sous l'effet de la suppression de l'accès aux principaux intrants et services, notamment le crédit et les services de vulgarisation.
- ✓ Beaucoup de producteurs peinent toujours pour accéder aux services financiers et aux informations utiles pour faciliter l'exploitation des technologies appropriées. Le secteur privé se voit incapable dans l'investissement pour compenser le gap provoqué par la suppression des services publics.
- ✓ Le nouveau contexte dispose des impacts assez particuliers sur les femmes car elles sont nombreuses dans le secteur agricole. Il limite la mobilité des femmes surtout aux déplacements de proximité, aux activités diurnes et aux échanges avec les personnes proches. Ce corollaire obstrue l'accès à l'emploi, aux marchés et aux transports.
- ✓ Le patrimoine naturel d'aujourd'hui sur lequel compte le développement de l'agriculture est différent de celui des années 70. La dégradation des ressources deviennent de plus en plus

intenses, les opportunités de développer de nouvelles surfaces sous irrigation sont réduites, et les changements climatiques ne cesse de bouleverser les activités agricoles dans diverses contrées.

- ✓ Il y a d'autres caractéristiques à tenir compte dans l'élaboration du nouveau contexte dans lequel s'inspire la politique agricole : le recul de la pauvreté est suivi et quantifié dans de nombreuses régions, les nombreux investissements et actions contrastant sensiblement avec les approches traditionnelles de l'agriculture, le soutien à la diversification des activités de subsistance extra-agricoles et la maîtrise des risques et des vulnérabilités.

**Tableau synthétique et différentiel des deux plans d'action**

<b>Ancien plan d'action</b>	<b>Nouveau plan d'action</b>
<b>Monde rural</b>	Mondes ruraux multiples
<b>Agriculture = production</b>	Agriculture = secteur agricole (intrants + production + après-récolte + transformation)
<b>Unités de production</b>	Unités de subsistance
<b>Marchés nationaux</b>	Marchés régionaux, nationaux et mondiaux
<b>Politiques, institutions et investissements concernant l'agriculture</b>	Politiques, institutions et investissements spécifiquement agricoles et en faveur de l'agriculture
<b>Lieu de travail</b>	Lieux de travail multiples
<b>Approche sectorielle</b>	Approches plurisectorielles
<b>Secteur public</b>	Secteurs public et privé
<b>Cultures alimentaires</b>	Flux de revenus variés
<b>Croissance uniquement</b>	Croissance avec risques et vulnérabilités minimales
<b>Fondée sur l'offre</b>	Fondée sur l'offre et la demande
<b>Prise en compte des facteurs économiques de base</b>	Mise en place des politiques économiques de base
<b>Les facteurs économiques de base renvoient ici à la science, à la technologie, aux infrastructures, à la politique foncière ainsi qu'à l'éducation, à la vulgarisation et à la formation</b>	

Bien que les stratégies semblent être très pratiques pour accroître les revenus des hommes et des femmes, elles peuvent aussi résulter des situations inconfortables. Nombreux sont ceux qui dépendent de la

migration vers les villes ou vers d'autres zones rurales pour y trouver un travail saisonnier (Club du Sahel, 2005). Il convient donc de développer des initiatives qui prendront en compte les besoins et les réalités des migrants qui font recours à cette pratique dans le secteur agricole par le biais des modes de vie des services adaptés au rôle spécifiques des femmes (Ravallion et Datt, 2002).

## Conclusion

En un mot, la question de l'économie rurale est préoccupante et peut compter sur la productivité agricole. Cette dernière peut, sans doute, contribuer au recul de la pauvreté et favoriser la croissance économique. L'atteinte de ce résultat exige une perspicace démarche fondée sur un « nouveau plan d'action ». Ce plan prend efficacement en compte tous les contours d'une agriculture ouverte à la stabilité, à la croissance et à la durabilité de l'économie rurale. L'efficacité de cet investissement se penche sur une meilleure productivité en prenant en compte toutes les réalités propres au monde rural et leur complexité, pour ensuite tirer de nouveaux débouchés que fournissent les zones urbaines ainsi que les marchés mondiaux et régionaux. Parallèlement à la croissance de la productivité, il contribue à la stabilité de l'agroalimentaire et de l'économie rurale. Dans ces stratégies figurent, entre autres, l'approche plurisectorielle, la collaboration public-privé, la maîtrise des risques et vulnérabilités, le soutien et l'appui des femmes, des petits producteurs et des cultivateurs sans terre afin qu'ils puissent diversifier leurs activités extra agricole par le truchement des investissements, des institutions et des politiques spécifiquement agricoles et en faveur de l'agriculture.

## Références bibliographiques

- Banque mondiale** (2005a), La croissance pro-pauvres dans les années 90 : quels enseignements tirer de l'expérience de 14 pays?, Washington DC.
- Barrett Christopher B. et Swallow Brent M.** (2005), « Dynamic Poverty Traps and Rural Livelihoods », dans F. Ellis et H.A. Freeman (dir. pub.), Rural Livelihoods and Poverty Reduction Policies, Routledge, Londres.
- Bryceson Deborah Fahy** (2002), « The Scramble in Africa: Reorienting Rural Livelihoods », *World Development*, vol. 30, n° 5, pp. 725-39.
- Club du Sahel** (2005), Forum sur les défis à moyen et long terme de la sécurité alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. Transformation

de l'agriculture et développement durable en Afrique de l'Ouest, OCDE, Paris.

**Dixon John, Gullivar Aldan et Gibbon David** (2001), *Farming Systems and Poverty Improving Farmers' Livelihoods in a Changing World*, Food and Agriculture Organisation, Rome.

**Gelb Antoine** (2001), « Genre et développement: un potentiel occulté en Afrique », *Findings 197*, Banque mondiale, Washington DC.

**Mahoney Thomas** (2004), « The Identification of Three Rural Worlds in Pro-Poor Policy Development », document établi pour la consultation avec l'Équipe de travail sur l'agriculture, POVNET, 21-22 septembre 2004.

**Nkamleu G. J. Gokowski et H. Kazianger** (2003), « Explaining the Failure of Agricultural Production in sub-Saharan Africa », document présent à la 25e Conférence internationale des économistes agronomiques, Durban, Afrique du Sud, 16-22 août.

**OCDE** (2005), *L'efficacité de l'aide alimentaire pour le développement : les effets de l'aide liée*, Objectifs développement, OCDE, Paris.

**Song Yiching** (1999), « Feminization of Maize Agricultural Production in Southwest China », *Biotechnology and Development Monitor*, vol. 37, pp. 6-9.

**Spencer Donald** (1994), « Infrastructure and Technology Constraints to Agricultural Development in the Humid and Subhumid Tropics of Africa », *Discussion Paper 3*, International Food Policy Research Institute, Environment, Production and Trade Division, Washington DC.

**Tacoli Christ** (2004), « Rural-Urban Links and Pro-Poor Agricultural Growth », document présenté à la Conférence sur l'agriculture et la croissance pro-pauvres, POVNET, Helsinki, 17-18 juin.

**Thirtle Charles et al.** (2001), « Relationship between Changes in Agricultural Productivity and the Incidence of Poverty in Developing Countries », report commissioned by the Department for International Development, Londres.

**Timmer Peter** (2005), « Agriculture and Pro-Poor Growth: An Asian Perspective », *Working Paper 63*, Center for Global Development, Washington DC.

**Warr Peter** (2001), « Poverty Reduction and Sectoral Growth: Results from South East Asia », Australia National University, Canberra.

**Wood Geoff** (2003), « Staying Secure, Staying Poor: The "Faustian Bargain" », *World Development* vol. 31, n° 3, pp. 455-71.